

ANNEXE 1

Note de à

Messieurs les membres de la Commission d'Enquête Publique sur l'élaboration du projet de Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêts de la Ville de Marseille

Messieurs,

J'aurais souhaité pouvoir vous rencontrer ce lundi 30 octobre 2017, dans le cadre des permanences organisées par votre commission, pour débattre avec vous des dispositions relatives au Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêts, des zones situées en périphérie de Marseille, mais, habitant actuellement en région parisienne, et n'ayant pas pu me libérer ce jour, je me permets de vous adresser cette note pour vous faire part de quelques unes de mes observations et remarques.

Le secteur qui me concerne plus particulièrement et sur lequel je souhaiterais vous faire part de ces observations est celui dit du « Vallon du Marinier », dans le 16^{ème} arrondissement de Marseille, derrière L'Estaque (Planche 6 du document Zonage réglementaire).

Avant d'entrer dans le détail des observations dont je veux vous faire part, je me permets de vous indiquer les raisons qui me conduisent à m'intéresser tout particulièrement à ce secteur, malgré ma domiciliation en région parisienne. D'origine marseillaise, j'y suis né et y ai vécu de nombreuses années, avant de me retrouver à Paris pour des raisons professionnelles, tout en gardant pour Marseille de très profondes attaches. C'est mon grand père, Monsieur , qui, en janvier 1924 s'est porté acquéreur de cette partie de la colline de l'Estaque et notamment du Vallon du Marinier. Etant entrepreneur de BTP, il y a créé un premier lotissement en mai 1927, sur lequel il a édifié un grand nombre des maisons qui y figurent encore, puis un second lotissement en octobre 1945, et y a consacré une grande partie de sa vie, et toute son énergie. Ces deux lotissements ont permis la construction de toutes les maisons implantées à flanc de colline, sur le coté est du Chemin du Marinier et de part et d'autre du Boulevard du Belvédère et du Boulevard du Beau Soleil, voies de desserte qu'il a lui-même créées et réalisées. C'est essentiellement pour des raisons sentimentales que, depuis son décès en 1967, puis du décès de notre mère, sa fille, en 1997, ma sœur et moi-même, très attachés à ce quartier, avons conservé, en indivision, les parcelles dont nous avons hérité, à savoir les parcelles cadastrées 908 A20, A22, R61, R65, R66, R163 et R165. C'est pour ces mêmes raisons sentimentales, et en hommage à notre grand père, que nous avons toujours eu à cœur d'œuvrer pour essayer d'améliorer autant que nous le pouvions les conditions de vie des habitants de ce quartier, en mettant à la disposition de diverses associations amicales des emplacements chaque fois qu'elles nous le demandaient pour organiser différentes manifestations

festives ou culturelles (carnavals pour les enfants du quartier, fêtes des voisins, etc...). Dans le même ordre d'idée, nous louons depuis plus de 25 ans, pour un loyer dérisoire, à l'Amicale Marinière un terrain de 750 m² au centre du village pour en faire un jeu de boules, et un lieu de rencontre privilégié, notamment pour les personnes âgées, en ayant permis à cette amicale d'y installer des locaux en bâtiments préfabriqués et en y amenant l'eau et l'électricité, ce qui leur permet d'organiser des réunions, notamment celles du Comité d'Intérêt de Quartier. De la même façon, et pour les mêmes raisons, depuis plus de 30 ans, nous avons signé une convention avec la Société de chasse « Vallée de Sèon », dont le siège est à l'Estaque, convention par laquelle nous mettons à leur disposition gratuitement les parcelles A20, R61 et R65 en leur accordant un « Droit de chasse », avec pour seule contrepartie, une surveillance et une vigilance accrue avec un minimum de protection de l'environnement. De même, en avril 1982, nous avons mis à la disposition d'EDF une parcelle de terrain pour leur permettre de construire un local abritant un transformateur afin d'améliorer les conditions de distribution du courant électrique dans le secteur.

Corrélativement à ces dispositions et ces autorisations, nous avons bien sûr toujours été très sensibilisés aux problèmes des risques d'incendie et extrêmement vigilants concernant les moyens de prévention et de protection contre ces risques. Je ne vous donnerai ici que deux preuves attestant de notre attachement à ces questions fondamentales :

, en octobre 2004, nous avons, dès que cela nous a été demandé, mis gracieusement à la disposition de la Ville de Marseille et du Département, sans contrepartie, un emplacement d'environ une centaine de mètre carrés, le long du Chemin du Marinier, emplacement qu'avait choisi le responsable du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille, pour installer deux citernes de 55 m³, destinées à faciliter la lutte contre les incendies, comme vous pouvez le voir sur la photo ci-dessous.



, d'autre part, nous avons toujours, sur l'ensemble des parcelles nous appartenant et pour lesquelles les services de la Mairie nous le demandaient, fait procéder chaque année aux opérations de débroussaillage. Ces opérations de débroussaillage correspondent certes à des obligations préfectorales, mais nous l'avons toujours fait avec une telle attention et une telle réactivité que cela nous a notamment valu, tout récemment encore, les remerciements de Monsieur , Adjoint au Maire Délégué au Bataillon des Marins Pompiers, comme l'atteste la lettre du 19 janvier dernier, dont la copie est jointe en première annexe à la présente note.

Ce préambule étant rappelé, je me permets de vous faire part de mes observations à l'examen attentif que j'ai fait du projet de zonage qui a été porté à ma connaissance.

Dans ce Vallon du Marinier, il semble, probablement pour des raisons de simplifications de procédures et pour éviter de se poser des questions, que toutes les zones non actuellement construites ont été indistinctement qualifiées de « zone rouge », y compris des zones directement et facilement accessibles, notamment par les véhicules de lutte et de protection contre les incendies, en bordure du Chemin du Marinier (le terrain où sont implantées les citernes évoquées précédemment se retrouve ainsi lui-même en « zone rouge »).

Or il est de la plus évidente logique de penser que lorsqu'une parcelle en bordure de route comporte une villa entourée d'un jardin, lui-même soigneusement entretenu par le propriétaire de la villa, ce dernier sera bien évidemment beaucoup plus prudent et plus vigilant vis-à-vis des risques d'incendies qu'un promeneur anonyme déambulant sur la dite route. Ce propriétaire s'assurera notamment que son jardin ne subit pas trop les conséquences d'une période de forte sécheresse, et vérifiera de façon continue que l'environnement de son jardin est correctement nettoyé et efficacement débroussaillé. Il n'est pas anodin de penser en outre que certaines de ces villas peuvent voir s'ériger dans le jardin qui les entoure une piscine, qui pourrait, le cas échéant, constituer un réservoir d'eau important et donc un atout non négligeable pour accroître les moyens de lutte contre les incendies mis à la disposition des pompiers en cas de sinistre.

Par ailleurs, au cours des dernières décennies, plusieurs propositions d'achat de parcelles de terrain dans ce secteur (notamment par une grande société de promotion immobilière filiale d'une Banque Nationale), nous ont été faites, auxquelles nous n'avons pas donné suite car elles ne nous semblaient pas correspondre à l'idée que nous nous faisons de l'aménagement de ce quartier pour le valoriser. Aujourd'hui, nous avons été approchés et sommes en discussion très avancée, avec Monsieur au nom de la Société EXTENSIO, qui envisage la construction d'une dizaine de villas, réparties sur ce site, le long du Chemin du Marinier, certaines à hauteur des n° 190 et suivants, d'autres à hauteur des n° 66 et suivants. Nous avons la conviction que ce projet apporterait une valorisation effective à ce secteur d'habitation, sans nuire du tout à son charme, ni à ses atouts. Outre le fait que, pour les raisons évoquées ci-dessus, ces occupations réduiraient fortement pour ces terrains le risque d'être un jour la proie des flammes, et supprimeraient la potentialité de constituer des foyers de départ d'incendie, ce projet va tout à fait dans le sens des souhaits formulés par la Direction de la Construction et du Bâtiment du Ministère de la Cohésion des Territoires, et répond parfaitement aux objectifs administratifs et gouvernementaux visant à

permettre de résoudre le crucial problème du manque de logements en périphérie des grandes agglomérations urbaines.

Dans ces conditions, et pour ces différentes raisons, il nous paraîtrait beaucoup plus logique et efficace de classer en « zones bleues » les bandes de terrain longeant le Chemin du Marinier, ainsi d'ailleurs que le long du Chemin des Poudrières, du moins à son début, sur une largeur d'environ une trentaine de mètres, de quoi permettre la construction de villas dans toutes les zones considérées par le PLU comme constructibles, éventuellement en incluant une clause, dans le Règlement d'Urbanisme, imposant de réserver, toutes les cinq ou six villas, c'est-à-dire environ tous les 100 m à 150 m, une bande de 3,00 m de largeur, libre d'accès, permettant aux pompiers, en cas d'incendie, d'intervenir directement et efficacement sur la partie arrière de la colline, laissée en garigue, comme cela existe et a été prévu par notre grand père, dès la création du second lotissement, entre les parcelles numérotées 138 b et 142 de ce même Chemin du Marinier, comme le montre l'extrait du Plan cadastral correspondant, que je vous joins en seconde annexe à la présente note.

Comme je vous l'ai écrit au début de cette note, je n'ai pas pu me libérer ce lundi 30 octobre pour rencontrer les membres de la Commission d'Enquête Publique et leur exposer ces observations, et je le regrette, d'où la présente note. Si toutefois, ces observations et remarques, que je me suis permis de vous faire parvenir par le biais de cette note, suscite de votre part quelques questions ou interrogations, ou nécessitent des précisions ou compléments d'informations que je pourrais être amené à vous fournir, n'hésitez pas à m'en faire part, soit par téléphone au soit par mail à l'adresse suivante : Je m'empresse de vous répondre, et éventuellement, si cela s'avérait nécessaire, de prendre mes dispositions pour venir vous rencontrer lors d'une prochaine séance de vos permanences, c'est-à-dire, pour le 16^{ème} arrondissement, soit le lundi 20 novembre, soit le jeudi 30 novembre prochain.

Antony, le 24 octobre 2017

P.J.: annexe 1 : Copie de la lettre de Monsieur l'Adjoint au Maire de Marseille
annexe 2 : Extrait du plan cadastral de la zone



Le 19 JAN. 2017



Madame
Résidence Mendelssohn

18, rue de Chateaufort
92160 ANTONY

OBJET : Contrôle de l'obligation légale de Débroussaillage - Conformité
Dossier n° :
Parcelle n° : 216908 A0020
Adresse : 184, che. Du Marinier 13016 Marseille
Quartier : L'Estaque
Zonage : NLUM1

N/REF : DSCU- OLD (MED N°16/133) S-17/022 (références à respecter)

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la mission de contrôle des obligations légales de débroussaillage qui revient au Maire, mes services ont pu constater que votre terrain avait été convenablement débroussaillé.

Permettez-moi donc de vous remercier pour la réactivité dont vous avez su faire preuve, participant ainsi à l'amélioration de la sécurité dans votre quartier, par une meilleure prévention contre le risque d'incendie de forêt.

En outre, comme le précise l'arrêté préfectoral n° 2014316-0054 du 12 novembre 2014 et dans un souci d'efficacité dans le temps, j'attire votre attention sur le fait que vous devez assurer le maintien de votre terrain en état débroussaillé.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Julien RUAS



Mairie de Marseille - 13233 Marseille CEDEX 20 - Tél : 04 91 55 11 11

